

## alternatives

LE JOURNAL

VOL.12 • NO.9 / JUIN 2006

UN JOURNAL POUR UN MONDE DIFFÉRENT

WWW.ALTERNATIVES.CA

Suspension de l'aide étrangère

## Crise humanitaire en Palestine

La décision d'Israël, du Canada, des États-Unis et de l'Union européenne de suspendre leurs transferts de fonds à l'autorité palestinienne, depuis la formation d'un gouvernement du Hamas, a d'ores et déjà provoqué une crise humanitaire sans précédent. Cent soixante mille fonctionnaires palestiniens sont sans salaire depuis trois mois. Les systèmes de santé et d'éducation manquent cruellement de ressources. «L'idée, c'est de les mettre à la diète», affirmait récemment Dov Weisglass, conseiller du premier ministre israélien, Ehud Olmert.

RAMALLAH – Au cours des quatre derniers mois, quatre patients de l'hôpital Shifa sont morts à la suite d'une réduction de tiers des dialyses hebdomadaires. Le département de gynécologie et celui qui traite les grands brûlés sont maintenant fermés. Dans cet hôpital de la bande de Gaza, on ne pratique que les opérations les plus urgentes. Les traitements pour les hernies, les vésicules biliaires et les hystérectomies ne sont plus effectués.

À l'hôpital de Ramallah, la situation s'est aussi grandement détériorée. «Déjà, on ne peut plus pratiquer de chimiothérapie, les fluides nécessaires pour les dialyses sont pratiquement vides, et on craint de manquer d'antibiotiques dans les prochains jours», affirme le directeur, D<sup>r</sup> Hosni Atari.

Alors que le ministère palestinien de la Santé est responsable de 64,5 % des besoins médicaux de sa population, hôpitaux et cliniques sont au bord du précipice. «La communauté internationale pousse le système de santé à basculer vers une grave crise», soutient le docteur Yahya Shawar, président de l'Association médicale palestinienne. «Dans trois semaines, on peut s'attendre à ce que près de la moitié des réserves de médicaments soient épuisées. Un ou deux mois de plus et c'est la totalité des stocks qui sera épuisée.»

En récoltant 42,2 % des suffrages lors des élections du 25 janvier dernier, le Hamas a acquis 74 des 132 sièges du Conseil législatif. Sitôt la création de son gouvernement annoncée, le Canada, suivi des États-Unis et de l'Union européenne ont suspendu leur aide financière à l'Autorité palestinienne, tant et aussi longtemps que le Hamas ne reconnaît pas à Israël le droit d'exister, ne renonce à la violence et ne reconnaît le processus d'Oslo. Cet arrêt de l'aide internationale, s'ajoutant au gel du transfert des taxes perçues par l'État israélien, se traduit par un manque à gagner mensuel de 147 millions de dollars US pour l'Autorité palestinienne – soit 83 % de son budget régulier.

Le docteur Atari dénonce ces sanctions collectives. «Les Palestiniens n'ont rien fait de mal, ils n'ont fait que voter. Nous vivons dans une démocratie, le résultat du scrutin ne devrait pas mener à une punition telle qu'on la vit. C'est la communauté internationale qui est responsable de cette crise, c'est à elle de trouver une solution.»

«Les coffres des ministères des Finances et de la Santé se vident. Les finances de notre hôpital dépendent de ces ministères, déplore-t-il. On ne peut plus renouveler nos stocks, même sur le marché local.» Et cette situation ne se limite pas aux institutions publiques, fait remarquer D<sup>r</sup> Atari. Certaines ONG, qui travaillent en collaboration avec le ministère de la Santé, sont aussi victimes de la suspension



PHOTO: MICHEL LAMBERT

de l'aide internationale.

Le professeur israélien Zvi Bentwich, épidémiologiste et membre du conseil d'administration de Physicians For Human Rights - Israel (PHR) s'inquiète des conséquences de cet état critique. «Normalement, le système de santé dans les Territoires occupés est en état de crise chronique. On fait maintenant face à une crise urgente. C'est la situation la plus grave à laquelle le système de santé de l'Autorité palestinienne n'a jamais fait face.»

La détérioration des services de santé a poussé l'organisation de médecins israéliens à lancer une campagne de solidarité au profit des hôpitaux palestiniens. Constatant le «déficit aigu de besoins de base tels que les médicaments et la nourriture» dans les Territoires occupés, PHR s'est senti «moralement obligé de soutenir» ses collègues palestiniens. L'organisation recueille les dons des particuliers et des organisations en Israël et à l'étranger.

Le manque de ressources affecte également tous les moyens logistiques. «La pénurie de carburant fait en sorte que le système d'ambulances ne fonctionne pas adéquatement», commente D<sup>r</sup> Rafi Walden, directeur du département de chirurgie de l'hôpital Tel Hashomer, à Tel Aviv. «Les employés n'ont pas eu de salaires depuis trois mois. Certains secteurs fonctionnent présentement avec 60 % des employés réguliers, les autres ne peuvent pas se rendre au travail, faute de moyens.»

Pour apaiser la crise, les membres du Quartet (États-Unis, Russie, ONU et Union européenne), réunis à New York le 9 mai dernier, affirmaient quant à eux vouloir trouver une solution pour payer directement les employés privés de salaires. La Banque mondiale fera en sorte que l'argent ne passe pas entre les mains de l'Autorité palestinienne. De son côté, Israël a décidé de rendre un sixième des taxes de douane destinées aux Palestiniens. Ceux-ci attendent toujours.

## Une fin d'année scolaire difficile

Dans son bureau du ministère de l'Éducation à Ramallah, Basri Saleh s'inquiète pour la fin de l'année scolaire. 1,2 million d'étudiants aux niveaux primaire et secondaire et 150 000 universitaires attendent le dénouement de la crise. «Durant la première et la deuxième semaine de juin auront lieu les examens finaux et le Tawjih, l'examen d'admission à l'université. On ne sait pas si on aura les ressources nécessaires pour imprimer tous les documents.»

La population palestinienne est en pleine expansion. «Chaque année, 50 000 élèves font leur entrée à l'école. C'est une nouvelle gymnastique à chaque fois.» La prochaine rentrée risque d'être corsée. Le représentant du ministère de l'Éducation s'attend au pire. «On pense déjà à fermer des écoles. On n'a plus d'argent. Si ça persiste, on va faire face à une horrible situation.»

La crise humanitaire actuelle s'additionne à la misère que connaissent déjà les Palestiniens. «Les

40 000 professeurs ont besoin de leurs revenus, à peine suffisants pour subvenir aux besoins quotidiens», s'exclame Basri Saleh. Les professeurs gagnent en moyenne 400 \$ par mois, rappelle-t-il.

Certains craignent que la situation ne renforce la position du nouveau gouvernement islamiste. L'isolement du Hamas, le forçant à se replier sur lui-même et ses alliés (comme l'Iran), risquerait de renforcer le courant islamiste. Mais après tout, n'est-ce pas ce que le gouvernement israélien cherche à provoquer? Selon Michel Warshawski, du Alternative Information Center, «le plan élaboré par Ariel Sharon et reconduit par le premier ministre Olmert est justement, de façon perverse, de renforcer le Hamas, pour isoler encore davantage les Palestiniens».

C'est aussi l'avis de Refaat Sabah, directeur du Teacher's Creativity Center, une ONG d'enseignants palestiniens qui travaille pour assurer un climat sécuritaire dans les écoles. «Beaucoup de gens se tournent vers le Hamas car c'est la seule porte

À Ramallah, une fillette doit parcourir quelques kilomètres supplémentaires à son retour de l'école, depuis la construction du mur de sécurité par l'État israélien. Ce mur sillonne largement à l'intérieur des Territoires palestiniens : ici, il divise littéralement la route en deux.

qui semble rester ouverte», une situation qui affaiblit le camp laïc et démocratique.

## De bien mauvaises prophéties

Selon la quatrième Convention de Genève de 1949, une puissance qui occupe un pays est aussi responsable du bien-être de sa population. «On doit arrêter de croire que le gouvernement israélien est trop occupé par les questions de sécurité et de prévention du terrorisme, dénonce le professeur Zvi Bentwich. On demande au gouvernement israélien d'hospitaliser tous les cas les plus urgents, sans condition de paiement.»

Un rapport de la Banque mondiale publié le 7 mai dernier laisse entrevoir «un déclin dramatique de l'économie dans les huit prochains mois». L'organisation antcipie que le taux de pauvreté passera de 44 à 67 %, et le taux de chômage de 23 à environ 40 %.

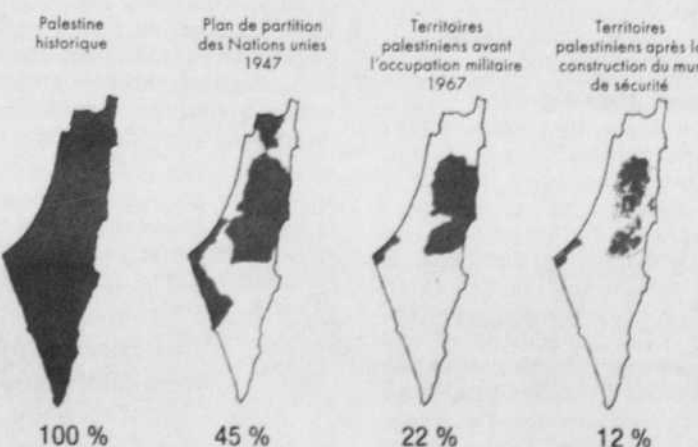
Plusieurs médecins israéliens et palestiniens dénoncent le fait que la population civile soit prise en otage de la sorte. «Il faut que la communauté internationale considère enfin les Palestiniens comme des êtres humains, s'exclame D<sup>r</sup> Yahya Shawar. On ne veut pas détruire l'État d'Israël. Si le système de santé s'effondre, tout le reste risque de tomber à son tour.»

SIMON COUTU

Étudiant en journalisme, l'auteur est actuellement en reportage dans les Territoires palestiniens.

Physicians for Human Rights : [www.phr.org.il](http://www.phr.org.il)

## Pourcentage du territoire palestinien sous désignation territoriale



SOURCE: PALESTINIAN ACADEMIC SOCIETY FOR THE STUDY OF INTERNATIONAL AFFAIRS / WWW.PASSIA.ORG

# Pour une décentralisation citoyenne en Haïti

L'investiture du président René Préal le 14 mai dernier a, aux yeux de certains, conclu le processus de normalisation politique en Haïti. Pourtant, nombre d'organisations de la société civile haïtienne martèlent l'importance des élections locales dont la tenue, le 21 juin prochain, semble de plus en plus incertaine. Alternatives les a rencontrées.

PORT-AU-PRINCE – Les analystes en font mention rarement mais la Constitution haïtienne prévoit d'importants mécanismes de participation citoyenne au niveau des collectivités territoriales. Depuis l'entérinement de cette Constitution en 1987 toutefois, la faiblesse des législations adoptées par le Parlement n'a pu concrétiser l'implantation des structures administratives nécessaires à l'implication des citoyens dans la gestion de leurs sections communales et communes.

«Ça fait 20 ans que la Constitution postule un nouveau fonctionnement de l'État basé sur la décentralisation et les collectivités territoriales», soutient Tony Cantave, coordonnateur gé-

ral du Groupe de recherche et d'intervention en éducation alternative (GRIEAL). «Malheureusement, jusqu'à présent, l'ensemble des mécanismes pour mettre en place les collectivités territoriales n'ont jamais été créés.»

Même son de cloche à la Plateforme haïtienne de plaidoyer pour un développement alternatif (PAPDA), un groupe d'éducation populaire lui aussi basé à Port-au-Prince. «Il y a une série d'acteurs importants qui ne sont pas intéressés à la question! Certains croient qu'ils vont perdre des pouvoirs avec le processus de décentralisation», souligne Jean René Elie, professeur de sociologie à l'Université d'État d'Haïti et chercheur pour la PAPDA.

**Concentré et centralisé**  
M. Cantave poursuit : «L'exécutif détient tous les pouvoirs. Les services sont concentrés à Port-au-Prince. On a une "République de Port-au-Prince", et ensuite un désert d'Haïti.»

«Il ne faut pas oublier que l'aménagement du territoire résulte d'une division faite par l'armée», explique le professeur Elie. Le découpage de la république en six départements – pour autant de divisions militaires... – et en cantons avait longtemps servi le régime Duvalier, à une époque où les chefs de cantons et les tontons macoutes servaient également à contrô-

ler les populations. «Ces problèmes de découpage rendent difficile la concertation populaire au sein des communes.»

Autant de raisons qui ont amené les artisans de la Constitution haïtienne de 1987 à prévoir une décentralisation «basée sur la démocratie participative et le développement local, des mécanismes qui permettraient à Haïti de sortir de cette pauvreté massive qu'on connaît», rappelle M. Cantave.

Les deux chercheurs militants demeurent toutefois profondément déçus du peu d'avancées sur le plan de la démocratisation en termes de législations. «Il ne s'agit pas seulement de faire les élections et de mettre en place les élus locaux, il faut institutionnaliser les collectivités territoriales. On dit à la section communale qu'elle doit s'occuper d'assainissement, mais avec quel budget, quels moyens, quelles ressources humaines?», s'inquiète le coordonnateur du GRIEAL. «Le pouvoir ne délègue pas facilement. Ça demande une lutte pour que les populations des collectivités territoriales arrachent au pouvoir central certaines concessions.»

## Espaces publics

Le professeur Elie collabore au programme de démocratie participative de la PAPDA. «D'un côté, on part de l'hypothèse que les acteurs du mouvement populaire sont pour la participation citoyenne, mais ne comprennent pas nécessairement les mécanismes et modalités. De l'autre, on voit que les gens au pouvoir ne sont pas intéressés à mettre en place les modalités prévues par la Constitution.»

Le travail de sensibilisation s'effectue donc à plusieurs niveaux : trois études approfondies, dont deux sont déjà aux presses, servent à orienter les débats et à influencer les décideurs du pays. De ces textes, du matériel d'éducation populaire et de formation en est tiré – des textes courts, en créole – à l'attention des agents des collectivités territoriales, des élus locaux et des orga-

«La décentralisation ne doit pas être l'objectif, mais plutôt un moyen pour arriver à une démocratie participative», soutient Jean René Elie.

nisations populaires sur le terrain.

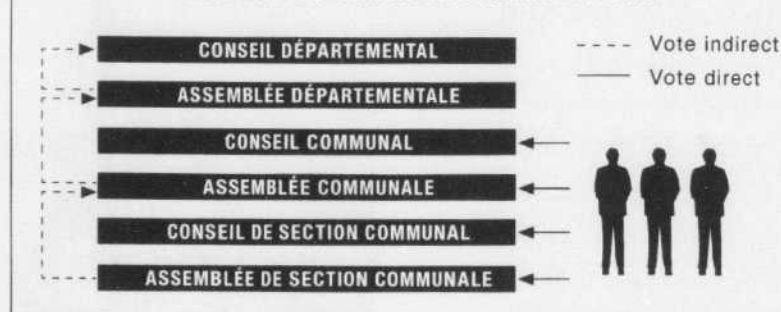
Avec l'appui de l'ONG Alternatives, la PAPDA a entamé ce travail d'encadrement dans deux communautés spécifiques, à Petite-Rivière de l'Artibonite, au nord de Port-au-Prince, et à Cap-Rouge, dans le département du Sud-Est. Le plan d'action vise à favoriser l'émergence d'un espace public local comme lieu de concertation et de participation sociale à la vie et à l'action publique. Devançant les mesures législatives qui se font toujours attendre – et dont la notion même de démocratie participative demeure floue – les organisations populaires, les élus et agents municipaux ont convenu de travailler à la création d'espaces publics de concertation.

Tony Cantave, dont l'organisation, le GRIEAL, anime des initiatives similaires de démocratie rapprochée, croit fermement que «les populations sont extrêmement intéressées au projet

territoriales, prévues pour le 21 juin prochain. Après que la Mission des Nations unies eut rétorqué que les fonds seraient disponibles, le CEP s'est confondu en excuses, prétextant qu'un match de la Coupe du monde de football ce jour-là rendrait impossible un scrutin. Le CEP envisagerait maintenant de restreindre les élections à celles des conseils communaux, l'équivalent des mairies, abandonnant les espaces de démocratie plus rapprochée.

Selon M. Cantave, cette tergiversation s'explique par le fait que «les gens du CEP ne comprennent pas l'enjeu des collectivités territoriales dans la nouvelle organisation de l'État. D'autant plus que ces élections territoriales [auraient dû] précéder les élections législatives et présidentielles», tenues plus tôt cette année. «Le fait de les mettre en troisième lieu démontre la non-importance accordée à ces élections.»

## Instances de démocratie locale en Haïti



de décentralisation. Notre travail, dit-il, c'est de les outiller pour savoir comment mettre en place les mécanismes qui puissent leur permettre d'aboutir au projet de décentralisation.»

«Mais attention, rétorque Jean René Elie. La décentralisation ne doit pas être l'objectif, mais plutôt un moyen pour arriver à une démocratie participative», précise-t-il.

## Report des municipales?

En avril dernier, le Conseil électoral provisoire (CEP) déclarait ne pas avoir les fonds nécessaires pour la tenue intégrale des élections des collecti-

En raison du manque total de campagne de sensibilisation autour des élections des collectivités territoriales, le GRIEAL préférerait nettement que ces élections soient reportées en septembre ou en octobre. «Il faut donner du temps au temps», croit M. Cantave, pour pouvoir préparer une vraie campagne. Pour que les gens puissent comprendre les vrais enjeux de ces élections.»

FRANÇOIS L'ÉCUYER

Reportage réalisé avec l'appui du gouvernement du Canada, par l'entremise de l'Agence canadienne de développement international.



PHOTO ARCHIVES ALTERNATIVES

## Paysans maliens expulsés de leurs terres

Dans le cadre du Forum social mondial polycentrique de janvier dernier, plusieurs centaines de paysans maliens se sont rendus à Bamako pour signifier haut et fort leur mécontentement face au mauvais traitement que leur font subir les autorités publiques depuis plusieurs années.

BAMAKO – Interrogé sur les raisons de sa présence au Forum social mondial de Bamako, Oumar Traoré, paysan malien sexagénaire, préfère répondre par la preuve. Une liste soigneusement dactylographiée de près de 100 noms de paysans maliens de la région de Niono est tendue à Alternatives. Le document indique qu'ils ont été emprisonnés. À côté de chaque nom est indiquée la raison de son incarcération : «Obligé de payer redevance eau»; «Obligé de quitter son champ repiqué et fertilisé»; «Obligé de rendre son riz battu et de quitter son champ», etc. Enfin, la dernière colonne du tableau indique le nombre de jours d'incarcération de chacun, allant de 3 à 48 jours. Puis, vient la liste des fonctionnaires de l'État qui ont repris les terres de ces agriculteurs expropriés : préfet de Niono, policier, régisseur, colonel, etc.

Brisant le silence, M. Traoré explique : «On a payé les redevances dans le délai fixé par l'Office. Et voilà qu'on nous emprisonne et qu'on nous retire nos champs de riz pour les donner aux nouveaux bénéficiaires qui vont récolter nos produits. Nous préférons mourir que de perdre nos champs», prévient-il.

## «Bonne gouvernance»

Souvent cité comme un modèle de démocratie en Afrique, le Mali est considéré comme un «bon élève» par le FMI et la Banque mondiale. Depuis le processus de démocratisation entamé en 1991, les élections, qui ont lieu à intervalles réguliers, satisfont aux critères de bonne gouvernance édictés par les institutions internationales.

Pourtant, la mauvaise gestion des terres agricoles de l'Office du Niger a



PHOTO MIRIAM FAHMY

Un paysan malien, menacé d'expulsion par les autorités de l'Office du Niger, rencontré lors du Forum social mondial polycentrique de Bamako.

plongé les cultivateurs maliens, qui représentent 80 % de la main-d'œuvre du pays, dans une situation de précarité qui ne fait que s'aggraver depuis 20 ans.

Créé en 1932 dans le but de devenir le «grenier du Mali», l'Office du Niger (ON) est l'entité publique qui administre les terres fertiles aux abords du Niger, le fleuve qui traverse le Mali d'est en ouest. Le million d'hectares de terres cultivables est alimenté par un barrage qui permet une bonne irrigation durant toute l'année. La direction de l'organisme parapublic doit veiller à la bonne gestion de ces terres.

Les taux de recouvrement élevés et des modalités de paiement inappropriées, imposés par l'Office du Niger, ont placé les paysans maliens dans une situation impossible.

## Oclusion préméditée

Depuis trois ans, les paysans de l'ON sont fréquemment expropriés pour des motifs indus. Ayant travaillé et habité légalement sur ces terres pendant des décennies, certains refusent de perdre le droit d'exploitation et de se faire remplacer par de gros investisseurs ou des fonctionnaires corrompus. Ceux qui résistent se font emprisonner. «Le nouveau propriétaire est arrivé avec des papiers pour prendre la terre. Il était accompagné d'un gendarme, explique Kallitou Kouéta. Quand j'ai refusé de quitter, ils m'ont pris de force à la police. J'y ai passé trois jours,

raconte-t-il. L'accusation fallacieuse de ne pas s'être acquitté à temps de sa redevance d'eau est le prétexte avancé par l'ON pour justifier son expulsion. Il n'avait reçu aucun préavis.

Au début de l'année, l'Office du Niger a réclamé le départ de 290 cultivateurs, sous prétexte qu'ils n'ont pas payé leur taxe d'eau. Ils sont 575 à avoir été évincés en deux ans. Selon leur avocat, maître Amadou Tiéoulé Diarra, ils sont victimes de collusion. «L'État profite d'une situation pour faire ce qu'il voulait secrètement : évincer les paysans pour privatiser les terres, pour les revendre avec profit à d'autres», affirme maître Diarra, président de la Ligue pour la justice et le développement des droits humains du Mali. Une procédure judiciaire est actuellement en cours pour empêcher l'ON de poursuivre ses expulsions.

M. Kouéta avoue s'être résigné : «C'est seulement quand j'ai accepté de quitter la terre pour de bon qu'ils m'ont libéré. Ils m'ont fait signer un papier. Depuis, je survis par la grâce de Dieu et de mes enfants», conclut-il.

MIRIAM FAHMY avec la collaboration de MARILYN MARCEAU

Les auteurs reviennent d'un stage effectué avec Alternatives en Afrique de l'Ouest.

## Rude campagne au Mexique

MEXICO – Depuis la surprenante victoire du Parti d'action nationale (PAN, droite) en 2000, devant le Parti de la révolution institutionnelle (PRI, centre-droit), Vicente Fox et son «gouvernement du changement» ont déçu, tant à droite qu'à gauche. L'immunité accordée par Fox aux ex-mandataires du PRI, véritable parti-État au pouvoir depuis 1929, et les nombreux scandales impliquant des membres de son gouvernement (financement illégal de campagnes électorales, trafic d'influences) ont mis fin aux espoirs des progressistes d'en finir avec le corporatisme, la corruption et l'impunité.

À droite, l'incapacité du gouvernement de faire adopter par une chambre des représentants divisée en trois tiers la plupart des réformes structurelles promises (ouverture du secteur de l'énergie à l'investissement privé, flexibilisation du marché du travail, taxe régressive sur les médicaments et les aliments de base) a déçu le secteur des affaires. À cela s'ajoutent des indicateurs économiques peu reluisants : augmentation du PIB de 7 % seulement en six ans, stagnation de l'emploi, augmentation de la pauvreté urbaine de 50 à 55 %, etc. Un bilan bien difficile à défendre pour le successeur de Fox, Felipe Calderón, candidat du PAN aux présidentielles de 2006.

Pour sa part, le candidat vedette du Parti de la révolution démocratique (PRD, centre-gauche), Andrés Manuel López Obrador, voit sa popularité croître régulièrement. Maire de Mexico depuis 2000, «AMLO», comme le surnomme ses partisans, mise sur des politiques à caractère social et un style souvent populiste.

Portant son slogan aux quatre coins du pays, «Pour le bien de tous! Mais d'abord les pauvres!», Obrador promet la création de programmes d'aide aux plus démunis, des médicaments et des effets scolaires gratuits, ainsi que la réduction du salaire des fonctionnaires fédéraux. En conformité avec le principe d'austérité républicaine, le salaire du président serait réduit de moitié et sa résidence de fonction «rendue au peuple». Obrador s'engage enfin à affronter de nouveau l'électorat à la mi-mandat, dans le cadre d'un plébiscite sur le bilan de son gouvernement.

La popularité d'Obrador a conduit le PAN et le PRI à s'acharmer contre lui tout au long de son mandat à la mairie de Mexico. Le gouvernement Fox était même allé jusqu'à tenter des procédures judiciaires dans l'affaire de la construction d'une route menant à un hôpital, visant à empêcher sa candidature présidentielle (voir notre édition de mai 2005). Une manifestation rassemblant plus d'un million de ses partisans avait toutefois réussi à bloquer la manœuvre.

Alors que Calderón continue volontiers à dépeindre Obrador comme autoritaire et dangereux, le candidat du PRI, Roberto Madrazo, lui attribue la responsabilité de l'insécurité de Mexico. Aussi, plusieurs observateurs expliquent le récent épisode de répression violente au Mexique – pour lequel le gouvernement de Vicente Fox est depuis près d'un mois la cible des journalistes, des mouvements sociaux et des organismes de droits humains – par la nécessité du gouvernement de prouver sa capacité à maintenir l'ordre.

Le 4 mai dernier en effet, une opération destinée à mater les manifestants du Frente de Pueblos en Defensa de la Tierra (FPDT) de San Salvador Atenco s'est soldée par la mort d'un enfant, tombé sous les balles de la police, et l'arrestation brutale de plus de 200 personnes, la majorité d'entre eux ayant été sauvagement battus et plusieurs femmes violées. Qu'à cela ne tienne, Calderón martèle qu'il aurait agi de la même manière...

La situation est suffisamment grave pour retenir depuis, dans la capitale, toute la caravane de La Otra Campaña, la «contre-campagne» électorale que mène à moto, à travers la république, le Subcomandante Marcos. Mise sur pied avec l'objectif de fédérer les différentes luttes sociales du pays, «l'autre campagne» s'est immédiatement portée à la défense du FPDT et entend demeurer à Mexico jusqu'à la libération de tous les prisonniers politiques d'Atenco. Depuis, les manifestations de dénonciation de la répression se succèdent à travers le pays.

Au milieu de la tourmente, de plus en plus de citoyens se sentent désillusionnés face aux partis politiques. C'est le cas de Rosa Nava, chômeuse, qui participait à une marche organisée par La Otra Campaña. «Je ne me sens représentée par aucun parti politique, explique-t-elle. J'ai l'impression qu'ils ne veulent être au pouvoir que pour avoir du pouvoir. Ils ne se préoccupent pas d'instaurer des politiques qui bénéficient au peuple.» Jesus Flores, organisateur communautaire et militant de gauche de longue date, n'attend pas non plus grand-chose d'un éventuel gouvernement du PRD. «La marge de manœuvre d'AMLO sera extrêmement limitée. Les engagements du Mexique auprès des institutions financières internationales et le non-contrôle de la chambre le réduiront à mettre sur pied des politiques sociales cosmétiques, comme celles qu'il a implantées à Mexico.»

Il reste que pour des millions de Mexicains, AMLO, que les sondages placent à égalité avec Calderón, incarne un espoir de changement.

FRÉDÉRIC JULIEN

# Népal : le triomphe du peuple

Le 24 avril dernier, le dictateur du Népal, sa majesté le roi Gyanendra Bir Bikram Shah Dev, s'adressait à la nation pour annoncer que la Chambre des représentants, dissoute en mai 2002, était réinstaurée.

Le moins que l'on puisse dire, c'est qu'il ne s'agit pas d'un cadeau royal accordé au peuple népalais. En fait, c'est le résultat d'un mouvement de masse qui a renversé la monarchie et sa dictature. Une victoire populaire triomphante. Comme l'écrivait un journaliste indien couvrant les événements, «le court intervalle entre le 6 et le 24 avril restera comme un moment révolutionnaire dans l'histoire du Népal, durant lequel le peuple a mis à genou un monarque suprême, autocratique et arrogant, par l'unique force morale et politique de l'action collective».

Les représentants de la Chambre se sont rapidement rassemblés pour déclarer, le 18 mai dernier, la fin du régime monarchique, en s'engageant à «restaurer un État inclusif par la formulation d'une nouvelle Constitution, et à rétablir une paix durable par la démocratie et la tenue d'une assemblée constituante». Le Népal fut déclaré État séculaire, en opposition au royaume Hindu d'autrefois.

## Maoïstes et Alliance des sept partis

En février 2005, le roi Gyanendra avait imposé l'état d'urgence et s'était arrogé tous les pouvoirs, prétextant que le Parlement n'était pas en mesure d'écraser les forces armées maoïstes. Les sept partis politiques présents au Parlement se sont aussitôt rassemblés sous l'égide de l'Alliance des sept partis. Alors que la répression contre les populations népalaises s'accroissait, des manifestations régulières ont émergé à la grandeur du territoire, incluant la capitale, Katmandu. De multiples mesures furent imposées par le roi pour écraser la dissidence : arrestations, passages à tabac, censure des médias et brouillage des moyens de communication, y compris les téléphones portables.

C'est en 1994 que l'un des partis communistes népalais, le Parti communiste maoïste du Népal (CPN-M), se distanciant des partis parlementaires et adoptait la voie de la lutte armée, s'organisant à partir des villages. Le



AP PHOTO / MANISH SWARUP

mouvement s'était rapidement étendu à la grandeur du pays, allant jusqu'à contrôler 75 % du territoire au début des années 2000.

La croissance rapide de ce mouvement armé fut accompagnée d'une réflexion pragmatique quant à ses orientations stratégiques. Les débats internes devenant de plus en plus intenses, le CPN-M conclut qu'il ne pouvait fonder une stratégie politique viable sur la seule lutte armée. Le parti maoïste, pour citer le dirigeant du CPN-M, Baburam Bhattarai, se déclara alors en faveur d'un «système multipartite compétitif, [des] droits civils et fondamentaux, [des] droits de la personne et de l'État de droit».

Cette ouverture a donc rendu possible, à la fin de 2005, des pourparlers entre l'Alliance des sept partis et le mouvement maoïste. Une entente portant sur douze points fut élaborée. L'Alliance et les maoïstes réussirent à trouver un compromis sur deux demandes principales : un engagement à mettre un terme à la monarchie ainsi qu'au conflit opposant l'armée maoïste à celle du roi. En fonction de cet accord, il fut entendu qu'un gouvernement intérimaire tiendrait

des élections pour instaurer une assemblée constituante, dès la fin de la monarchie autocratique.

C'est à la suite de cette entente que l'Alliance et les maoïstes purent préparer le terrain pour une action concertée. Ainsi, les mobilisations populaires en début d'année, rassemblant des millions de Népalais à travers le pays, se sont conclues par la défiance répétée des couvre-feux imposés par le roi, et de nombreux affrontements avec l'armée royale.

## Le jeu américain

Le CPN-M, une organisation terroriste aux yeux de Washington, a été un joueur des plus importants dans l'élaboration de cette entente avec l'Alliance des sept partis. Les dirigeants des partis parlementaires avaient compris que, sans la participation des maoïstes, toute négociation directe avec le roi aurait été rejetée par le peuple népalais.

L'ambassadeur des États-Unis au Népal, James Moriarty, a donc pris grand soin de discréditer l'inclusion des maoïstes dans cette négociation. Les critiques de l'ambassadeur ont été répétées par Donald Camp, conseiller spécial pour le Népal au département

Des milliers de manifestants ont pris la rue, le 24 avril, après que le roi Gyanendra ait annoncé la réinstallation du Parlement népalais.

d'État américain, dans une déclaration faite à un comité du Congrès américain : «Nous sommes préoccupés [par le fait] que les maoïstes, qui ont refusé de renoncer à la violence, puissent gagner une plus grande légitimité de par leur engagement [auprès] des partis politiques.» À ses yeux, cet accord avec l'Alliance des sept partis «a consolidé davantage [le] pouvoir [des maoïstes] et renforcé leur position contre le roi».

Selon Tapan Bose, du South Asia Forum for Human Rights à Katmandu, «l'ambassadeur américain ne se laisse jamais de comparer les maoïstes népalais aux Khmers rouges. Les experts américains, poursuit-il, ont encore une fois ressorti leurs discours académiques, comparant la situation du Népal aux cas du Pérou et du Cambodge. Les agences américaines ont financé les chercheurs népalais afin qu'ils étudient les techniques d'«analyse de conflits», de «résolution de conflits» et de «transformation de conflits». Des séminaires étaient organisés, où les scé-

naros du Jugement dernier étaient créés et discutés. Les maoïstes étaient dépeints comme un groupe rapace, affamé de pouvoir, qui utilisait les pauvres».

L'implication directe de gouvernements étrangers dans l'armement de l'armée royale du Népal est encore plus déconcertante, écrit Tapan Bose, «navitaillée [de] 20 000 fusils M-16 par Washington, 20 000 fusils Insas de Delhi, 100 hélicoptères de Londres, et 30 000 pistolets Minimax de Belgique».

## Détermination populaire

Au-delà de telles manipulations et de la force brutale utilisée par le monarque népalais, le peuple népalais semble avoir tiré une leçon de la démocratisation amorcée dans les années 1990. Plusieurs indicateurs sociaux démontrent les réelles avancées sociales atteintes au cours de cette période : le taux d'alphabétisation a doublé, passant de 36 % à près de 70 %, et l'espérance de vie s'est prolongée de dix ans.

«Plus important encore, écrit le politologue indien Praful Bidwai, après 1990 le développement s'est déployé aux régions traditionnellement peu avancées à l'extérieur de la Vallée de Katmandu. Les groupes ethniques subalternes, Janajatis, les minorités religieuses et les femmes ont connu une amélioration de leurs conditions de vie et de l'accès aux services. Tout ceci a établi une pertinence substantielle de la démocratie pour le peuple. Les classes désavantagées ont obtenu le droit de vote et se sont affranchies.»

Comme le fait remarquer Tapan Bose, «les Américains n'ont jamais connu de révolution du type de celle qui prend place au Népal. La révolution américaine ne fut pas menée par les masses affamées et exploitées. Ceci est arrivé en France, en Russie, en Chine, à Cuba. Il est difficile de prédire quand les masses opprimées surmontent leur peur de l'oppression. Quand l'histoire est témoin, ils le font. Et, quand ils viennent à bout de leur peur, soutient le défenseur des droits de l'homme, ils deviennent virtuellement une force qu'on ne peut arrêter. Ils changent l'histoire.»

FEROZ MEHDI

L'auteur est chargé de projets pour l'Asie du Sud à Alternatives.

# Un printemps égyptien

En Égypte, le régime autoritaire du président Moubarak est à bout de souffle. La rue aux accents libéraux et démocrates, qui l'a bien compris, n'a plus peur et se manifeste, avec à ses côtés les

Frères musulmans. Le rais n'est pas encore mort mais n'en a plus pour longtemps... Rien ne va plus, mais les jeux ne sont pas faits.

LE CAIRE – Depuis son indépendance, obtenue en 1952, l'Égypte n'a jamais connu d'alternance démocratique. Jusqu'aux dernières élections, le président était «choisi» par le Parlement, et ce «choix approuvé» par le peuple, par voie de referendum. Mais voilà qu'à l'approche du scrutin de septembre 2005, les Égyptiens ont laissé s'exprimer leur ras-le-bol, prenant la rue dès l'automne 2004 à l'appel du mouvement *Kefaya* (Ça suffit), bravant l'état d'urgence interdisant tout rassemblement, en vigueur depuis 25 ans.

Début 2005, coup de théâtre : le président annonce que, pour la première fois, l'élection présidentielle sera multipartite. Au total, huit candidats se sont présentés contre le président sortant.

## Ayman Nour

Le libéral Ayman Nour est arrivé «bon» deuxième, avec à peine 8 % des voix. Le 24 décembre, celui-ci a été condamné à cinq ans d'emprisonnement en raison de soi-disant falsifications de signatures nécessaires à l'enregistrement légal du son parti, al-Ghad.

Pour le principal intéressé, il s'agit d'un procès politique. C'est en partie ce que les membres d'une délégation canadienne, pilotée par l'organisation Droits et Démocratie, ont voulu vérifier en se rendant au Caire au début de mai. La délégation a demandé en vain l'autorisation de rencontrer le prévenu en prison. En revanche, elle a rencontré son avocat, Amir Salem, et son épouse, Gamila Ismail. Tous les groupes rencontrés – à l'exception de la Commission égyptienne des droits humains, récemment créée par le gouvernement, et le ministère des Affaires intérieures – se sont dit convaincus qu'il s'agissait d'un cas politique, y compris le représentant des

Frères musulmans, Issam el-Arian.

Ce printemps, la rue égyptienne est en ébullition. Des milliers de personnes manifestent presque quotidiennement. Le mouvement ne se dément pas et touche de plus en plus de secteurs, jusqu'à la sacro-sainte institution de la justice.

## L'affaire des juges

En février, quelques juges se sont vu retirer leur immunité pour avoir revendiqué l'indépendance du système judiciaire et contesté le déroulement des élections. Deux de ces juges ont été déferés devant le Conseil de discipline, risquant le bannissement à vie. Il s'agit des deux vice-présidents de la Cour de cassation, Mahmoud Mekki et Hicham Bastawissi. Ils bénéficient de l'appui de plusieurs de leurs confrères, jusqu'à 4 000 d'entre eux, soit la moitié des effectifs, qui ont participé à un *sit-in* au palais de justice pendant plus de deux semaines. À plusieurs reprises la population, par milliers, a manifesté son soutien.

L'affaire des juges galvanise les foules. «Nous sommes hors de contrôle, ils ne peuvent plus nous arrêter», déclare la militante pour les droits des femmes, Aida Seif el-Dawla. Pour Nasser Amin, directeur du Centre pour l'indépendance des juges et des avocats, les autorités ne peuvent plus se réfugier derrière le judiciaire pour justifier leurs abus, ce qui ne leur laisse pour seul recours que la répression. Les autorités sont nerveuses, car, rappelle le juge Bastawissi, les bouleversements en Égypte sont toujours venus de l'enceinte même des institutions.

De plus, comme le fait justement remarquer le directeur du Al-Ahram Center, Abdel Monem Said Aly, «un despote peut avoir le dernier mot sur tout, sauf sur une chose, le temps».

De fait, le président Moubarak est aujourd'hui âgé de 77 ans. Lors des prochaines élections, en 2011, tout porte à croire que c'est son fils, Gamal Moubarak, qui se portera candidat. Ce que les Égyptiens de toutes obédiences veulent éviter.

## La force des islamistes

En brandissant le spectre islamiste, le régime entend se maintenir au pouvoir. «C'est eux ou nous», lance-t-il à la population. En tant que l'opposition libérale, Moubarak maintient ainsi l'illusion que personne d'autre que l'esta-

blishment corrompu du Parti national démocratique (PND, au pouvoir) n'est en mesure de gouverner et de faire obstacle à la montée des islamistes.

D'où la mise sous verrous d'Ayman Nour qui, à sa sortie de prison en décembre 2010, sera privé pour encore cinq ans de vie politique, et ne pourra prétendre à la présidence. Car si tel était le cas, plusieurs sont convaincus que Nour ne ferait qu'une bouchée de Moubarak fils.

Depuis l'époque de Nasser, les Frères musulmans sont tantôt réprimés, tantôt tolérés. C'est ainsi que tout parti ouvertement islamiste est officiellement interdit en Égypte. Sous la bannière «indépendant», toutefois, 88 membres des Frères musulmans ont été élus au Parlement l'automne dernier, formant le bloc de l'opposition le plus important. Sans la fraude électorale massive orchestrée par le régime, ils auraient sans doute été plus nombreux.

## La faiblesse des démocrates

L'opposition libérale et démocrate est quant à elle démunie : victime de la loi d'urgence et de la loi sur les associations de 2003 qui limite d'abord leur création, ensuite leurs actions, mais surtout leur financement. La majorité des organisations rencontrées fonctionnent dans des conditions matérielles misérables.

Malgré leur travail de contestation et de défense des droits, ces organisations n'arrivent pas à rejoindre la population, à la convaincre d'une possible troisième voie pouvant gouverner démocratiquement le pays. Et c'est en partie la faute de l'Occident, dont les gouvernements jouent de complaisance avec le régime, et dont les organisations de solidarité n'affichent qu'une timide présence en Égypte. L'image de ce pays, où les droits ne seraient pas trop mal en point, en est ainsi préservée.

L'opposition démocrate égyptienne réussira-t-elle à s'unifier et à travailler à partir de plateformes minimales, laissant de côté leurs velléités partisanes? Car si Ayman Nour a été un candidat populaire, il n'en demeure pas moins que les militants des organisations de défense des droits se retrouvent très majoritairement au sein des partis néo-Wafd et Tagammu. Plusieurs ont actuellement beaucoup de réticence à appeler au vote pour un candidat libé-



Un manifestant venu exprimer son soutien aux centaines de juges qui, le 25 mai dernier, tenaient encore un sit-in devant la Cour suprême pour exiger l'indépendance du système judiciaire.

AP PHOTO / MOHAMED AL-SHEHY

ral qui n'est pas leur premier choix.

## Les verdicts du 18 mai

Le 18 mai, l'appel de Ayman Nour a été rejeté. L'homme, qui souffre de diabète, est très mal en point et se trouve à la prison-hôpital. C'est le 18 mai également que le Conseil de discipline a arrêté sa décision quant aux juges Mekki et Bastawissi. Le premier a été acquitté alors que le deuxième, victime d'un infarctus la veille, a reçu un blâme à son dossier, mais pourra continuer d'exercer. «Je suis plus que jamais déterminé à défendre et soutenir l'indépendance des juges. Et je vais continuer à le faire avec la même énergie», a déclaré le juge Mekki à sa sortie du tribunal.

FRANCE-ISABELLE LANGLOIS

Directrice adjointe des programmes à Droits et Démocratie, l'auteure a accompagné une délégation d'observation du développement démocratique en Égypte, en mai 2006.

Forum national sur la démocratie municipale

**FNDPM**

**Les municipalités que nous voulons**  
Venez vous faire entendre !

**Forum national sur la démocratie municipale**  
**Les 2 et 3 juin à Montréal**

Pavillon J.A. De Séve, UQAM  
320, rue Ste-Catherine Est

Inscriptions : 514.276.2424  
En ligne : [www.dabordsolidaires.ca](http://www.dabordsolidaires.ca)

À l'initiative de D'abord solidaires, un mouvement citoyen-ras-partisan, en collaboration avec des citoyens, des organisations communautaires et syndicales et des élus.

## Billets

## Ne pas tomber dans le panneau



Francis Dupuis-Déri

Au début du mois de mai, Mario Morin grimpe sur un panneau publicitaire aux abords du pont Jacques-Cartier, entraînant sa fermeture pour plusieurs heures. Le lendemain, dans *Le Journal de Montréal*, la chroniqueuse Marie Plourde tombe dans le panneau en déclarant qu'il faut «sauver les hommes du désarroi», faisant écho aux regroupements militants qui prétendent que les hommes sont victimes de discrimination et qu'il n'y aurait plus de modèles masculins au Québec. Une affirmation absurde dans une société où ce sont encore des hommes qui dirigent seuls (ou presque) les gouvernements, les partis politiques, les grandes entreprises et les banques, les médias, les églises, l'armée et la police, et même la mafia et les bandes de rue.

Oui, mais les pères divorcés? Dans les faits, environ 80 % des cas de séparation et de divorce se règlent à l'amiable et les pères laissent à la mère, dans la très grande majorité des cas, la garde des enfants. Les pères interdits de voir leurs enfants sont des exceptions. Et parmi les pères qui crient à la discrimination, combien d'hommes violents? Les médias révélaient que Mario Morin avait des antécédents de violence et qu'il lançait au téléphone des menaces de mort en invoquant Marc Lépine, le terroriste misogynne de l'École Polytechnique. Même en prison, il continuait son harcèlement téléphonique. Alors, un père victime de discrimination, ou un dangereux criminel?

En creusant un peu, on trouve dans la mouvance masculiniste d'autres coupables de harcèlements, de menaces de mort et de violence, ainsi que des références sympathiques à Marc Lépine sur les sites Internet de certains groupes militants. À Londres, enfin, la cellule de Fathers 4 Justice s'est dissoute après que des militants aient fomenté l'enlèvement de l'enfant de Tony Blair. Plus que troublant...

La députée Jocelyne Caron, responsable pour le PQ de la condition féminine, notait au sujet de ce mouvement masculiniste que «c'est un courant d'hommes [...] qui tiennent des propos haineux envers les femmes» et qu'ils utilisent collectivement des stratégies similaires à celles d'un homme justifiant sa violence conjugale. L'homme se désresponsabilise et fait toujours porter la faute à d'autres : les femmes, les féministes, les juges et les avocats, etc.

Cette stratégie n'est pas nouvelle. La revue *Playboy* encourageait déjà dans les années 1950 les hommes divorcés à s'organiser pour se venger de leurs ex-épouses. Lundy Bancroft, un intervenant qui a travaillé aux États-Unis auprès d'un millier d'hommes ayant violenté leur conjointe, note qu'un homme violent estime généralement que sa conjointe n'a pas le droit de le quitter, puisqu'il la considère comme sa chose, sa propriété (*Financial Times*, 14 avril 2006). Ces hommes vivent un divorce comme un crime de lèse-majesté. Si les femmes ont acquis le droit de divorcer, certaines se séparent au risque de leur vie... Des bons pères, il y en a, bien sûr – mais ce sont les femmes seules ou en couple qui, le plus souvent encore, ont la charge des enfants. Il est important que des hommes se dissocient de ce mythe voulant que les femmes dominent au Québec, qu'ils disent que ces militants masculinistes ne parlent pas au nom de tous les hommes, et qu'ils rappellent que le féminisme est légitime dans notre société encore injuste à l'égard des femmes, autant dans les sphères publiques que dans la vie privée.

## Femmes d'Irak



Judy Rebick

«La dernière fois que nous nous sommes rencontrés ici, nous étions préoccupés par ces terroristes qui tuent des gens», explique Aya J. Majid, secrétaire général du General Union of Students in Iraq, à propos de la vie à Bagdad. «Maintenant, ce sont des gens qui tuent des gens.»

Il s'adressait à des dirigeants des mouvements sociaux irakiens, dans le cadre d'une rencontre bimensuelle à Amman, en Jordanie. À leur demande, j'y étais invitée à la mi-avril pour donner une formation sur ce qu'ils appellent «genre», et moi, «féminisme». Il y avait des organisations de femmes, d'étudiants et de travailleurs qui luttent contre des forces terribles afin de construire une société civile en Irak. On y comptait treize femmes et sept hommes appartenant à trois générations différentes. La rencontre était organisée par Alternatives.

Alors que nous entamions la discussion, Wafaa Mohamad, du groupe Iraqi Rising Women, a demandé : «Comment pouvons-nous parler d'égalité entre les genres, alors que nous dépendons des hommes pour notre propre protection?» La jeune femme de 27 ans venait tout juste d'être dévalisée par un chauffeur de taxi, qui l'aurait certainement attaquée si elle n'était parvenue à sauter du véhicule en mouvement. L'une des questions stratégiques de la journée fut donc : «Comment s'organiser sans donner aux hommes tous les pouvoirs?»

Mais quand la discussion porta sur les entraves majeures au militantisme des femmes, en guise de réponse on invoqua de façon claire et nette la tradition, ce patriarcat qui désire maintenir les femmes à la maison.

Bien que nous soyons tous conscients du chaos qui sévit à Bagdad, nous en savons bien peu à propos de ce qui arrive aux femmes là-bas. Les femmes d'Irak avaient probablement un meilleur accès à l'éducation et au travail sous ce qu'elles appellent aujourd'hui le «régime Xi», celui de Saddam, que nulle part ailleurs au Moyen-Orient. La moitié des étudiants universitaires était composée de femmes. Trois des treize femmes présentes à l'atelier étaient ingénieures. Elles font maintenant face à un recul important en matière d'égalité.

Dans la nouvelle Constitution irakienne, il est illégal de voter toute loi pouvant contredire le Coran, ce qui peut signifier qu'un homme qui bat sa femme serait protégé par la loi. De plus, vu le danger quotidien à Bagdad, les pères, les maris et les frères voudraient que leurs filles, épouses et sœurs restent à la maison. Le patriarcat peut être aussi protecteur qu'abusif, mais dans chacun des cas, il limite les opportunités des femmes.

Iraqi Rising Women ayant développé une approche «porte-à-porte» d'organisation, nous avons discuté de méthodes de sensibilisation et de stratégies politiques basées sur la condition des femmes et les obstacles auxquelles elles font face. Ces femmes avaient beaucoup lu sur le féminisme. Elles connaissaient les enjeux de garde des enfants, d'équité salariale, etc., mais c'était la première fois qu'elles entendaient parler du caractère politique de la vie privée ou, encore, des groupes dits de conscientisation. C'était aussi la première fois qu'elles étaient informées sur le Wen-do, ces techniques d'autodéfense pour les femmes. C'est à ce moment que Faten Abed, du Engineers Gathering to Support Reconstruction, a demandé, non sans cacher sa joie : «Vous voulez dire que les hommes pourraient avoir peur de nous?»

En deux jours, nous avons développé une série de stratégies de mobilisation afin de contrer la violence faite aux femmes, dans la rue comme à la maison. La première étape consista à former les femmes de Bagdad au Wen-do.

Je ne me rappelle pas avoir consacré deux journées à un travail aussi judicieux. Rencontrer des femmes aussi courageuses, être capable de partager avec elles des instruments que j'ai acquis au fil de mes années de militantisme, et constater à quel point elles pouvaient les adapter à leur propre réalité me réjouit profondément.

## CONFÉRENCE

## Escalade de la répression à l'approche des élections mexicaines

De retour du Mexique, **Claude Rioux** présentera les conclusions de la quatrième Commission civile internationale d'observation des droits humains, à la suite des violentes répressions des paysans d'Atenco et des grévistes de Lazaro Cardenas.

**Mercredi 14 juin, 18h**  
Alternatives – 3720, avenue du Parc  
2<sup>e</sup> étage, Montréal



## PROTOCOLE DE KYOTO

## Déception canadienne à Bonn

L'environnement a-t-il un avenir au Canada? En assistant à la mise à mort du protocole de Kyoto et au saccage des programmes et initiatives de réduction des gaz à effet de serre (GES) par le gouvernement de Stephen Harper, on peut en douter. Cependant, il ne peut être question pour les canadiens de baisser les bras. Un tel protocole fait force de loi au pays.

Il est vrai que cela n'empêche pas aujourd'hui le gouvernement canadien d'adopter une tactique radicale, en faisant table rase de la question environnementale et de tous les efforts menés depuis une dizaine d'années. Le fait de repartir à zéro sur une telle question est suicidaire pour l'avenir environnemental du Canada ainsi que pour la santé de la population. Seule une solution révolutionnaire pourrait justifier un tel revirement, mais il n'est pas question ici d'une quelconque recette miracle du gouvernement Harper, bien au contraire.

En effet, le programme environnementaliste du gouvernement conservateur est inexistant. La plupart des initiatives envisagées auparavant ont purement et simplement disparu, lamentablement remplacées par deux mesures uniques, dont on connaît déjà l'inefficacité – et aussi l'énormité des dépenses à prévoir – dans la lutte contre les GES. Il s'agit de l'introduction de 5 % d'éthanol dans l'essence d'ici 2010, ce qui ne réduirait même pas de 1 % les GES du Canada, et d'une réduction d'impôt destinée aux détenteurs de titres de transport en commun. Cette dernière mesure ne devrait séduire que peu de citoyens, puisqu'on ne prévoit qu'une augmentation de 2 à 4 % de la fréquentation des transports publics. Enfin, elle ne permettrait de réduire les GES qu'à hauteur de 30 000 tonnes par an, ce qui correspond à 0,001 % de l'objectif de Kyoto.

Alors, pour combler ce vide, le gouvernement canadien a soufflé le chaud et le froid en faisant le guignol devant la communauté internationale. Pendant dix jours, la ministre de l'Environnement, Rona Ambrose, censée présider les négociations sur les changements climatiques, qui se sont déroulées à Bonn en Allemagne, n'a fait que de la figuration, n'hésitant pas à berner le monde entier sur les intentions réelles du gouvernement Harper.

En affirmant ne pas vouloir respecter les objectifs de réduction des GES du Protocole, le gouvernement Harper est dorénavant considéré comme un traître aux yeux du monde. De pays engagé et meneur de jeu, notamment lors de la conférence de Montréal, le Canada s'est transformé, sous le règne des conservateurs, en matador du protocole de Kyoto. La ministre Rona Ambrose n'a cessé d'aligner des déclarations plus absurdes les unes que les autres, évoquant l'arrêt de tous les transports (voitures, avions, trains, bateaux, métro, etc.) comme unique possibilité d'atteindre les objectifs du Protocole. Elle annonçait aussi triomphalement, avec une fierté douteuse, les bien piètres initiatives gouvernementales, comme celle de l'éthanol.

Avant d'occuper la scène environnementale, Rona Ambrose a travaillé pour le gouvernement de l'Alberta, et s'était battue contre la ratification du Protocole, étudiant même la

possibilité de porter la cause de l'Alberta devant la Cour suprême du Canada. La nomination de cette femme au ministère de l'Environnement n'est donc pas une surprise, surtout lorsqu'on se rappelle les propos de Stephen Harper, alors à la tête du parti de l'Alliance canadienne. Il déclarait en effet en 2002 vouloir faire de la destruction du Protocole sa priorité le jour où il serait nommé premier ministre du Canada.

Les intentions du gouvernement conservateur ne datent donc pas d'hier! Connaissant le passé du premier ministre sur la question de l'environnement, on ne s'étonnera donc plus de sa proximité avec l'administration Bush. C'est dorénavant le président des États-Unis qui dicte sa conduite au gouvernement canadien en écrivant le scénario : une vulgaire copie de la politique de Washington, adaptée à la sauce canadienne.

Non satisfait des perturbations internationales que ces revirements provoquent, le gouvernement Harper a reçu officiellement le premier ministre australien, fervent adepte du pacte Asie-Pacifique sur les changements climatiques. Les mesures proposées par ce pacte ne dépendent que de la bonne volonté des partenaires (tous parmi les plus grandes puissances de l'industrie charbonnière) pour réduire les GES. Autant dire que c'est un leurre : aucune contrainte n'est imposée aux pays signataires. En faire partie revient donc à abandonner tout effort pour lutter contre les changements climatiques.

Mais le clou du spectacle, offert récemment par le gouvernement canadien, c'est sans doute la révélation, dans *La Presse* et le *Globe and Mail*, des instructions du gouvernement Harper destinées à la délégation canadienne de Bonn. Ce document, authentifié par le gouvernement, donnait des instructions très claires pour saboter l'ensemble des négociations et pour influencer sur les autres membres occidentaux, naturellement frileux face aux contraintes environnementales, afin qu'ils se désolidarisent de l'accord de Kyoto.

Face à de telles manipulations, on ne peut qu'exiger du nouveau gouvernement qu'il respecte les engagements pris par le Canada. Il faut qu'un plan d'action soit mis en oeuvre au plus vite pour respecter le processus de Kyoto. Une chose est sûre, la population du Canada ne peut plus être trompée impunément par le gouvernement et ne doit pas accepter qu'Harper abandonne le Protocole. Ce serait mépriser la volonté des électeurs et celle des députés de la Chambre des communes. Chacun doit prendre ses responsabilités, pour l'avenir du pays et, plus encore, pour les générations futures.

STEVEN GUILBEAULT

L'auteur est directeur de Greenpeace Québec

## ALTERNATIVES

DIRECTEUR GÉNÉRAL : Robert David – RESPONSABLE DES COMMUNICATIONS : François L'Écuyer  
MONTREAL – 3720, avenue du Parc, bureau 300, Montréal (Québec) H2X 2J1 • Tél. : (514) 982-6606 Fax : (514) 982-6122  
QUÉBEC – 266, rue Saint-Vallier Ouest, Québec (Québec) G1K 1K2 • Tél. : (418) 521-4000 Fax : (418) 521-4000  
Courriel : commentaires@alternatives.ca • Site internet : www.alternatives.ca

Ce journal est produit par Alternatives, réseau d'action et de communication pour le développement international, en partie grâce à l'appui financier de l'Agence canadienne de développement international (ACDI). Le contenu n'engage en rien ce dernier organisme. Tirage : 50 000 exemplaires. Le journal Alternatives est distribué de façon indépendante et ce numéro est publié dans l'édition du 31 mai 2006 du quotidien *Le Devoir*. La reproduction des textes est autorisée. Veuillez mentionner la source.

COORDINATION ET RÉDACTION : François L'Écuyer – COMITÉ DE RÉDACTION : Pierre Beaudet, Daphnée Dion-Viens, Batiste Foisy, Vincent Fournier, Marc Gadpo, Ève Gauthier, France-Isabelle Langlois, Jean-François Millette, Fred A. Reed, Julie Routhier, Tania Vachon – CHRONIQUES : Pierre Beaudet, Gil Courtemanche, Francis Dupuis-Déri, Ariane Émond, David Homel, Naomi Klein, Judy Rebick et Michel Warschawski – RÉVISION DES TEXTES : Gilles McMillan – INFOGRAPHIE : Brigitte Beaudet – CARICATURE : Boris

## Abonnez-vous au journal Alternatives !

EN VOUS ABONNANT, POUR SEULEMENT 25 \$ PAR ANNÉE, vous contribuez à soutenir l'équipe du journal qui travaille à vous offrir une information différente et de qualité.

alternatives  
LE JOURNAL

Nom \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_  
Ville \_\_\_\_\_ Code postal \_\_\_\_\_  
Téléphone \_\_\_\_\_  
Courriel \_\_\_\_\_

Envoyez ce coupon avec un chèque à :  
JOURNAL ALTERNATIVES  
3720, avenue du Parc, bureau 300,  
Montréal (Québec) H2X 2J1

Alternatives, c'est beaucoup plus qu'un journal ! Pour en savoir plus : [www.alternatives.ca](http://www.alternatives.ca)

# Les changements climatiques, un défi de tous les jours

Pour les résidents du Grand Nord, les changements climatiques sont plus qu'une menace théorique - c'est un problème quotidien.

**YELLOWKNIFE** - Quand un grizzly a été abattu derrière la vieille mine Con, en novembre 2004, ça a créé une commotion à Yellowknife. Ce n'est pas rare que des bêtes sauvages rôdent dans la capitale des Territoires du Nord-Ouest, mais des grizzlys, il n'y en a pas. Leur aire de distribution se trouve plus à l'ouest, dans la vallée de la Nahanni ou plus au nord, dans la toundra.

«Ça ne s'est jamais vu de mémoire d'homme», a attesté au radiojournal de CBC North un aîné de 85 ans, de la communauté dénée de Dettah.

Selon le rapport des agents de la faune, l'ours était «émacé et malade». Il avait erré en vain sans faire ses graisses, pour terminer ses jours disséqué dans un labo du gouvernement. Dix-sept mois plus tard, un autre grizzly a été tué à Yellowknife, celui-là à côté de l'aéroport et en plein cœur de l'hiver. En février, il n'hivernait pas; il terrorisait les pêcheurs sur glace à 700 kilomètres de chez lui.

D'après la biologiste Tracy Hillis, du ministère de l'Environnement et des Ressources naturelles du gouvernement des Territoires du Nord-Ouest, il est trop tôt pour déterminer si ces incidents s'inscrivent dans une tendance plus large de migration des espèces, ou encore s'ils sont liés aux changements climatiques. «Mais ça fait beaucoup d'exceptions en peu de temps!», convient-elle avant d'ajouter que des modifications dans les migrations des animaux sont observées un peu partout dans le Nord canadien. Ainsi, le gouvernement du Yukon vient tout juste de modifier sa loi de la faune pour y introduire des règles sur la chasse au cerf, une espèce qu'on ne retrouvait pas dans le territoire il y a cinq ans.

Dans le Nord, où la culture des populations locales est intimement liée au territoire, de tels changements bouleversent la société. Le cas du caribou soulève particulièrement les passions, car il est la base de l'alimentation des Dénés. L'espèce est présentement en

déclin aux Territoires du Nord-Ouest et, selon Tracy Hillis, les changements climatiques comptent parmi les facteurs qui y contribuent. Les recensements de 2005 ont indiqué une diminution générale du nombre de bêtes de 35 % par rapport aux comptes de 1993. Ce sont 480 000 caribous qui manquent à l'appel.

La chef de la Nation dénée, Noeline Villebrun, mettait en garde les autorités en novembre dernier : «Ce dossier aura un impact sur tous les groupes autochtones des Territoires du Nord-Ouest qui dépendent du caribou pour la chasse traditionnelle.» L'organisation conteste d'ailleurs la récente décision du gouvernement des Territoires du Nord-Ouest d'abaisser les quotas de chasse.

## Fonte du pergélisol

Au delà de l'impact sur la faune, les changements climatiques posent des défis humains directs dans les communautés. Tuktoyaktuk souffre particulièrement de ces effets. Située sur la rive de la mer de Beaufort, la communauté inuvialuite subit le double assaut de la fonte du pergélisol et de l'élévation du niveau de la mer. Il en résulte une forte érosion qui provoque des glissements de terrain graves. Plusieurs immeubles de la communauté ont dû être évacués, dont l'école primaire. Selon l'Arctic Climate Impact Assessment, un document signé par plus de 300 chercheurs de partout dans le monde et qui fait figure de référence en la matière, Tuktoyaktuk pourrait être entièrement rayée de la carte d'ici une cinquantaine d'années.

La fonte du pergélisol affecte aussi la ville pétrolière de Norman Wells, près du Grand lac de l'Ours. Selon l'ingénieur géologue de Ressources naturelles Canada, Réjean Couture, qui a effectué une étude sur la fonte du pergélisol à Norman Wells à la fin des années 1990, le déplacement de la couche supérieure de pergélisol a sérieusement endommagé certains utilidors de la municipalité. Curiosité nordique, les utilidors sont des conduites d'eau aériennes isolées qui relient entre elles les maisons sur pilotis dans les communautés dont le sol est gelé en permanence. Sans elles, on ne peut pas prendre une douche à Norman Wells.

Couture estime que, au nord du soixantième parallèle, à peu près



toutes les constructions qui ont plus de dix ans ne sont pas prêtes pour la fonte du pergélisol. «Il y a nettement un changement d'attitude chez les ingénieurs et les constructeurs, note-t-il. Mais il y a quelques années encore on prenait le pergélisol pour acquis.»

D'après lui, un des plus grands risques est le dommage que pourraient subir les voies de communications. «Faites attention aux routes et aux pistes d'atterrissage, dit-il. Il faut faire plus d'opération de maintenance.»

## De plus en plus isolées

La plupart des communautés des Territoires du Nord-Ouest ne sont pas reliées au réseau routier. C'est seulement en hiver, quand les «routes de glace» sont ouvertes, que des endroits comme Wekweeti ou Colville Lake deviennent accessibles. Les camions s'y pressent alors pour apporter le ravitaillement annuel de farine ou d'huile à chauffage. Mais avec le réchauffement climatique, ce système connaît

des ratés. Le dernier hiver, entre autres, a été exceptionnellement chaud et la saison des routes de glace a été écourtée de plusieurs semaines. À Wekweeti, la route n'est demeurée carrossable que durant trois semaines et demie.

C'est cependant l'état de la route de glace Tibbitt-Contwoyto qui a fait le plus jaser. Cette voie, qui relie Yellowknife aux mines de diamants de la région du Lac de Gras, a fermé presque un mois plus tôt que prévu cette année. Des dizaines de trains routiers remplis d'essence, de machinerie lourde et de pièces d'équipement n'ont pas pu se rendre à destination. Les charges ont dû être acheminées par hélicoptère, faisant ainsi exploser les coûts de production. Le gouvernement territorial envisage depuis ce temps la construction d'une route quatre saisons.

Comme le notait à juste titre le ministre de l'Environnement, Rona Ambrose, lors de son passage contro-

versé à Bonn : «Dans la région arctique du Canada, les changements constatés par la communauté inuite, notamment, le dégel du pergélisol, l'évolution des glaces marines et l'arrivée de nouvelles espèces migratoires, nous obligent à prendre des mesures d'adaptation.»

Cependant, les mesures préconisées par le gouvernement canadien ne semblent pas comprendre l'appui des groupes qui oeuvrent avec les communautés du Nord pour les aider à mieux vivre les changements climatiques. L'ONG Arctic Energy Alliance, qui offre aux communautés éloignées des Territoires du Nord-Ouest des moyens pour réduire leur dépendance aux énergies fossiles, a vu son budget fondre de plus de 40 % depuis l'arrivée au pouvoir des conservateurs.

BATISTE W. FOISY

L'auteur est journaliste pour L'Aquilon, hebdomadaire francophone publié dans les Territoires du Nord-Ouest.

# Des alternatives au détournement de la Rupert

Dans ce qu'elle décrit comme le «plus important projet hydroélectrique de la présente décennie au Québec», Hydro-Québec prévoit faire dévier, à 350 km au nord de son lit, la plus grande partie des eaux de la rivière Rupert. Les flots ainsi détournés seraient turbinés plusieurs fois dans les installations du complexe La Grande ainsi que dans de nouvelles constructions, les centrales Eastmain-1A et La Sarcelle. À travers ce dossier aux méandres multiples, les groupes environnementaux soulèvent des questions qui méritent réflexions.

La Rupert est l'une des dernières grandes rivières sauvages au Québec. Lors des audiences publiques fédérales-provinciales portant sur le projet d'Hydro-Québec, bon nombre d'écologistes ont demandé aux commissaires que soient évaluées les solutions de rechange à la dérivation, notamment la filière éolienne et l'efficacité énergétique. Un exercice auquel Hydro-Québec ne s'est pas livrée, malgré les milliers de pages de son étude d'impact et de ses compléments.

«Il n'y a pas eu d'analyse des solutions de rechange à la dérivation, à part un petit quatre pages avec une ligne et demie sur les avantages de l'éolien», déplore Nicolas Boisclair, porte-parole de l'organisme Révérence Rupert, qui regroupe Cris, Jamésiens et Québécois d'autres régions depuis 2001.

## Croissance inévitable?

Le Groupe de recherche en macroécologie appliquée (GRAME) appuie le projet Eastmain-1A-dérivation Rupert. «Cela fournira au Québec la marge de manœuvre pour combler les nouveaux besoins qui vont inévitablement survenir», déclare le directeur de l'organisation, Jean-François Lefebvre. Il ajoute que l'électricité exportée en Ontario ou dans le nord-est des États-Unis remplacerait une énergie produite de façon plus polluante.

Mais pour le conseiller de la Fondation Rivières, Jean-François Blain, la part d'hydroélectricité remplacée par le Québec serait minime. «Une toute petite parcelle de l'augmentation de leur consommation, une goutte d'eau dans l'océan!» Il poursuit en questionnant la justification de cette croissance : «Il n'y a rien qui laisse entrevoir une diminution de la consommation d'énergie per capita en Amérique du Nord. Le bilan individuel s'aggrave. Il faut remettre cette hausse constante en question. Ça n'a pas d'allure!», s'exclame-t-il. L'Amérique

du Nord compte 5 % de la population mondiale, mais consomme 25 % de l'énergie de la planète.

La Fondation Rivières soutient qu'il faut agir sur la demande en électricité, c'est-à-dire la restreindre. Une position que partage Révérence Rupert. Les deux organismes citent en exemple le programme d'amélioration de l'efficacité énergétique mis de l'avant par Manitoba Hydro. «Le distributeur offre aux clients [résidentiels, commerciaux ou industriels] des prêts pour encourager les améliorations du rendement énergétique des bâtiments. C'est une initiative extraordinaire», souligne Nicolas Boisclair. Sur son site Internet, Manitoba Hydro explique avoir comme objectif de combler les besoins en énergie en améliorant l'efficacité énergétique plutôt qu'en générant de nouvelles sources d'électricité. Un volet de ce programme facilite l'installation de pompes géothermiques qui permettent d'économiser 50 à 70 % des coûts de chauffage.

Selon Jean-François Blain, il serait possible de dégager la moitié de l'énergie escomptée du projet Eastmain-1A-dérivation Rupert avec l'efficacité énergétique. Cela prendrait des mesures comme celles de Manitoba Hydro, mais aussi l'intégration de nouvelles normes dans la construction des bâtiments pour valoriser le captage solaire passif. Il prévoit également que de nouveaux paliers de tarification de l'électricité pour limiter les usages abusifs seraient nécessaires. «Et si le Québec veut exporter l'énergie que l'on pourrait éviter de consommer est la plus rentable à vendre», conclut-il.

L'autre moitié des 8,5 TWh du mégaprojet de la baie James pourrait provenir d'un parc éolien situé autour du complexe La Grande, affirme Réal Reid, conseiller pour la Fondation Rivière et Nature Québec/UQCN.



PHOTO : MICHEL GAUTHIER

Monsieur Reid a travaillé pendant 22 ans comme ingénieur d'essai et chercheur en éolien à l'Institut de recherche en électricité du Québec (IREQ), le centre des chercheurs d'Hydro-Québec.

Selon son expertise, «le Québec a une facilité énorme à accepter l'éolien parce qu'on a une capacité de stockage hors du commun». Quand les vents baissent, il faut pouvoir produire de l'électricité autrement. C'est ce qu'on appelle la régulation. Le Québec est particulièrement choyé sur ce point. Les grands réservoirs des centrales hydroélectriques du Nord québécois permettent d'emmagasiner la source d'énergie, c'est-à-dire l'eau, et de produire quand c'est nécessaire en ouvrant les vannes des réservoirs. Ce à quoi Jean-François Blain ajoute : «Il n'y a pas un autre pays où une autre entreprise énergétique au monde qui possède, comme le Québec et Hydro-Québec, des conditions aussi extraordinaires en terme de qualité de gisements éoliens et de disposition d'un grand parc hydroélectrique pour réguler l'intégration de la puissance éolienne. Personne ne se doutait de ça avant 2004, c'est tout récent.» Les vents parmi les plus forts du Québec se trouvent au nord du 51e parallèle, notamment sur une bande de territoire qui longe le bassin hydrographique de La Grande.

Hydro-Québec soutient que l'on ne

peut se permettre d'envoyer plus de 10 % de puissance éolienne sur son réseau. «Au-delà de ça, il faudrait procéder à de nouveaux investissements et envisager de nouvelles lignes de transport, qui sont fort coûteuses», explique Sylvain Théberge, porte-parole de la société d'État. Cela ferait augmenter le coût de revient du kWh de l'éolien. Cependant, l'ingénieur Réal Reid affirme qu'il serait possible d'atteindre au moins 20 % d'énergie éolienne au Québec. Une position que défendait également le président du Syndicat professionnel des scientifiques de l'IREQ, Jean-Marc Pelletier, dans une entrevue au journal Le Devoir en janvier 2005. «Des études récentes effectuées en Europe démontrent qu'il n'existe pas de limites techniques à l'intégration de la puissance éolienne, explique M. Reid. Les coûts d'intégrations, bien que minimes, augmentent au fur et à mesure que le taux de puissance éolienne sur le réseau s'accroît. Mais ils demeurent modestes.» D'après son analyse, il serait possible de fournir l'énergie au même prix que celui de l'hydroélectricité escomptée de la dérivation de la Rupert, si Hydro-Québec Production assurait la réalisation du parc éolien. «Mais pour préciser tout cela, il faudrait que Hydro-Québec fasse les études, déclare M. Reid. En général, ils font du bon travail.»

## À la croisée des chemins

Les audiences publiques des commissions d'évaluation se termineront le 9 juin prochain. Les commissaires déposeront leur rapport et leurs recommandations aux gouvernements du Québec et du Canada d'ici le mois d'octobre. Ensuite, ce sera à ces derniers de décider si le feu vert est donné à ce mégaprojet de 4 milliards de dollars.

«On est à l'heure des choix, constate Réal Reid. On a le choix d'être réellement écologique, ça ne coûterait pas plus, même que ça rapporterait.» Jean-François Blain ajoute : «L'idée ce n'est pas de ne pas faire de développement, c'est de faire le développement qui est vraiment requis, de la façon la plus profitable, toutes considérations confondues.» Les enjeux sont de taille, à la mesure de la rivière que l'on entend détourner.

ARIANE GRATTON-JACOB

L'auteure est étudiante en journalisme à l'UQAM.

Maintenant disponibles!

**Les kits de «prêt-à-pousser» des Jardins sur les toits**

Une façon si simple de cultiver de délicieux légumes biologiques sur votre balcon, sur votre terrasse ou dans votre cour.

Venez assister aux ateliers de formation à Montréal, les :

|        |  |
|--------|--|
| 3 juin | 12h, au Jardin sur le toit (édifice TelUQ) |
| 6 juin | 19h, à la Coop la Maison Verte             |
| 7 juin | 19h, au Centre d'écologie urbaine          |

Pour vous procurer votre kit de «prêt-à-pousser» :

(514) 286-5115  
www.lesjardins.ca



## THÉÂTRE

## GRID

Une production du Nouveau théâtre expérimental  
Texte et mise en scène :  
Daniel Brière et Alexis Martin  
Avec Daniel Brière, Roger Léger  
et Alexis Martin  
À l'Espace libre, jusqu'au 17 juin  
Tél. : (514) 521-4191



L'idée peut sembler anodine : descendre le *grid*, cette structure métallique sur laquelle repose les éclairages, et le transformer en scène, en toile de projection ou autres besoins scénographiques. C'est néanmoins en tant que prétexte à réflexion sur les réseaux qui organisent nos vies, notre monde, que cette nouvelle exploration du NTE s'avère audacieuse et éloquent.

Réseaux d'information, énergétiques, d'influences, diplomatiques, terroristes, de création, de solidarité ou de transport, le concept apparaît parfois galvaudé. Daniel Brière et Alexis Martin nous démontrent malgré tout que c'est à travers ces derniers, en dépit de leur fragilité, que s'organise le pouvoir, d'exploitation comme de résistance.

La pièce est constituée d'une série de tableaux, du *producer* Mangione à l'horaire surchargé aux créateurs d'animation japonais qui, après avoir trouvé le cœur des réseaux à détruire, pourront ainsi distancer tous les films catastrophe du genre. Un interlude en compagnie du consul général de l'Inde nous annonce les nouvelles relations entre le Nouveau théâtre expérimental et... New Delhi, à l'image des liens de solidarité Inde-Québec.

La pièce propose également d'inimaginables trouvailles, véritables poèmes sonores et visuels. Cette fresque muette en ombres chinoises, où se superposent des dessins de Lascaux, l'image d'une ville bombardée et les formes de *Guernica* dénoncent la barbarie du 11 septembre. Ou encore ces astronautes suspendus au *grid* en mouvement, alors que le *Clair de lune* de Debussy renforce la légèreté de l'apesanteur.

Eh oui, avouons-le, on se marre éperdument. Sans évacuer une nécessaire critique sociale, les auteurs comédiens nous épargnent la leçon pompeuse, mariant à merveille le tragique de la destruction de la Manic au ridicule d'un Godzilla en plastic, projection vidéo surdimensionnée en prime. À voir, résolument.

FRANÇOIS L'ÉCUYER



PHOTOS - GILBERT DUJOLS

## LIVRES

## Carré rouge

La grève étudiante du printemps 2005  
Édition Libre

Un collectif d'étudiants et d'étudiantes a entrepris de réfléchir à voix haute, dans ce pamphlet aux allures de *patchwork*, sur la plus grande grève étudiante de l'histoire du Québec. Thomas Chiasson-Lebel, étudiant en sociologie à l'UQAM et l'un des fondateurs de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSÉ), explique que la grève «ne fut [...] pas seulement un affrontement entre un pouvoir et un contre-pouvoir, ni uniquement le lieu de la transformation d'une nécessité économique en une revendication politique partagée parmi la population, mais bien l'espace d'une lutte pour la possibilité du débat politique».

Pendant plusieurs semaines, 300 000 jeunes ont contesté un choix politique discutable, soit de convertir 103 millions de dollars d'aide en prêts aux étudiantes et étudiantes, mais aussi un projet de société, celui qui est promu par les élites économiques et le gouvernement Charest. La grève, on s'en souviendra, s'est soldée par une demi-victoire, puisque le fameux 103 M\$ a été réinjecté dans le système, sans cependant permettre une avancée par rapport à la revendication fondamentale de la gratuité de l'éducation.

Selon le sociologue Jacques-Alexandre Mascotto, «les grévistes, par leurs mots d'ordre, leurs assemblées, leurs tribunes, leurs démonstrations de rue, leurs conférences-débats, la mise en scène tragique de leur mouvement, dont le port du carré rouge comme emblème de ralliement, ont su inscrire le tort qui leur avait été fait dans une injustice globale. [...] le port du carré rouge adopté par de nombreux citoyens ne demandait pas seulement un soutien, il allait plus loin : il invitait à s'inclure dans le mouvement, à devenir partenaire d'égal à égal, dans la sphère politique. Bref, le carré rouge était le signe manifeste d'une utopie sous-jacente : il est possible de produire un autre monde».

PIERRE BEAUDET

## Confessions d'un reporter

Par Igor Kostine  
Les Arènes, 2006, 240 pages

Le 26 avril 1986, survenait une explosion à la centrale nucléaire de Tchernobyl. Le photographe Igor Kostine se présenta rapidement sur les lieux et commença à mitrailler le paysage. C'est à travers ses premières photos que le monde pris connaissance de la catastrophe que tentait de cacher le pouvoir soviétique.

«Je ne crois pas qu'une telle catastrophe aurait pu se produire dans un autre pays que l'U.R.S.S. Dès le début des années 1980, de petits incidents se sont succédés à Tchernobyl, sans que personne n'en parle vraiment. Les autorités minimisent tout, n'informent personne, surtout pas la population.» Le gouvernement soviétique conservera la même attitude pendant les années à suivre.

Faisant fi des radiations qui lui bombardent le corps ou des interdictions de passage, Kostine continua de photographier jour après jour, documentant le désastre de façon à ce que son témoignage soit indélébile. Sa caméra a un œil impitoyable et rien ne peut lui demeurer secret. Igor Kostine grimpe sur le toit de la centrale avec les liquidateurs chargés de nettoyer les dégâts, se rend dans les villages rencontrer les paysans, survole le cratère en hélicoptère, dort avec les militaires et visite les victimes dans les hôpitaux. Il descend même sous le sarcophage qui emprisonne le réacteur endommagé pour rapporter les seules images du monstre radioactif.

Dans ce livre on trouvera très peu de ces photos représentant d'affreuses mutations physiques. Les photographies de Kostine se veulent beaucoup trop humaines pour réduire les victimes à ce genre de sensationnalisme.

Par contre, on y rencontre des milliers d'hommes sans nom : les travailleurs à qui on avait promis de grosses primes pour manipuler des matériaux radioactifs à mains nues, les paysans refusant de quitter leurs demeures, les militaires désorientés qui obéissent aux ordres des assassins assis dans les bureaux de Moscou ou de Kiev.

Et des villages complets évanouis par les grues : des villages vidés de leurs habitants puis enfouis dans la terre pour l'éternité, des cimetières où s'accumulent en vrac des milliers de carcasses de véhicules laissés à l'abandon.

Igor Kostine est une vraie bête, une impressionnante petite machine de guerre, un cowboy sans peur qui s'expose délibérément aux radiations pour rapporter et documenter, pour protester de façon violente; un organe de dissidence à lui tout seul.

CHARLES QUIMPER

## Détournement de rumeurs

Alain Mabanckou est un jeune romancier congolais, un peu déjanté et pas du tout angoissé, qui enseigne la littérature française au Michigan. Son dernier roman, *Verre cassé*, a remporté plusieurs prix, et il était invité d'honneur au Salon du livre de Québec en avril, où *Alternatives* l'a rencontré.

QUÉBEC - Le moins que l'on puisse dire, c'est qu'Alain Mabanckou est un être décontracté. Tout sourire, il ne s'emmerde pas de ce qui peut être emmerdant. Casquette à la Sherlock sur le bout de la tête, jeans et baskets, le romancier a un air de collégien... américain. Depuis quatre ans, une bourse en résidence d'écriture d'une année l'ayant amené par là, il enseigne la littérature française - «et francophone», précise-t-il - à l'Université du Michigan. Apparemment, il y a pris goût.

À la fois poète et romancier, Alain Mabanckou, né en 1966 à Pointe-Noire au Congo, a d'abord fait des études de droit, débutées à Brazzaville, terminées en France à l'Université de Paris-Dauphine, où il obtint son diplôme en 1993. Après quoi, il devient conseiller dans une filiale du groupe Suez-Lyonnaise des Eaux à Paris. Parallèlement, il publie un premier recueil de poésie en livre jeunesse, *Au jour le jour* (Saint-Estève, Maison rhodanienne de Poésie, 1993). Et c'est avec *L'Usure des lendemains* (Ivry-sur-Seine, Nouvelles du Sud), Prix Jean-Christophe, de la Société des poètes français, qu'il se fait connaître en 1995.

De la poésie, Alain Mabanckou passe au roman, où Afrique et questionnements identitaires se croisent. Dans *Bleu-blanc-rouge* (Présence africaine, 1999), Grand Prix littéraire de l'Afrique noire, l'auteur dresse le portrait de dandys congolais qui rêvent d'émigrer en France. Avec *Et Dieu seul sait comment je dors* (Présence africaine, 2001), sorte d'intrigue policière, le romancier nous entraîne cette fois au cœur des malheurs d'un héros antillais. Dans *Les petits-fils nègres de Vercingétorix* (Le Serpent à plumes, 2002), dont l'intrigue se passe dans l'ancienne colonie d'Afrique centrale, la République du Viêtong, en proie à la guerre civile, l'écrivain évoque le Congo de sa jeunesse.

Avec *African Psycho* (Le Serpent à Plumes, 2003) - jeu de mots provocateur avec *American Psycho*, de Bret Easton Ellis - nous est racontée l'his-

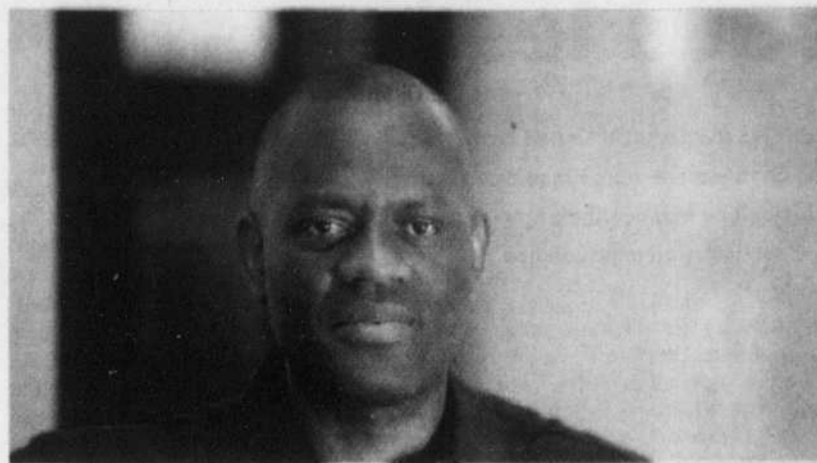


PHOTO © FOLEY OPALE

toire d'un criminel raté. Au contraire de *American Psycho*, il n'y a pas d'effusion de sang. Même la violence y est ratée. «C'est une façon de rire des crimes des serial killers. Ce personnage est le contraire de son idole, le tueur Angoulima, qui de son vivant réussissait tous ses crimes.» Angoulima, assure Alain Mabanckou, a véritablement existé. Il a sévi au Zaïre et au Congo dans les années 1950, 1960. Avant la naissance de notre principal intéressé, qui n'a donc pu le connaître mais, assure-t-il encore une fois, «sa légende m'a été transmise».

Vous l'aurez compris, il y a beaucoup d'humour dans les récits du jeune et prolifique auteur, qui incarne une nouvelle génération d'écrivains africains. Si la culture de l'oralité y est toujours sensiblement présente, elle ne prend plus toute la place. La victimisation à tout crin de l'Africain non plus. On est plutôt du côté de l'autodérision. «C'est aussi une façon de dénoncer le phénomène des rumeurs qui, en Afrique, prend des proportions exagérées et fait que l'information peut être complètement détournée», soutient l'auteur à propos de *African Psycho*.

Avec *Verre cassé* (Seuil, 2005), qui a reçu le prix Ouest-France Étonnants Voyageurs, le prix des cinq continents de la francophonie et le prix RFO du livre en 2005, l'auteur récidive et nous transporte dans un débit de boisson qui pourrait être n'importe où en Afrique, au cœur des légendes, des cancons et autres histoires à dormir debout. Comme dans *African Psycho*, l'action se passe en un endroit indéfini de l'Afrique : le Congo si vous le souhaitez, le Cameroun si vous préférez. En fait, «ça peut se passer dans un bar africain comme dans un club québécois». L'auteur raconte : «L'histoire est née lors d'un voyage au Cameroun. J'ai passé sept jours dans un débit de bois-

sons, à prendre la température et observer les gens. J'ai commencé la rédaction du livre au Cameroun, je l'ai continuée en France et terminée aux États-Unis.»

Dans *Verre cassé*, qui est le surnom du personnage principal, c'est le défilé de la déchéance. Sorte de pilier de bar, Verre cassé reçoit à sa table, jour après jour, tous les éclopés, les cinglés et autres tout-croches du coin qui lui racontent des histoires abracadabranes qu'il écrit soigneusement dans son cahier à spirales. «C'est un peu une cour des miracles. Tous mes personnages vivent dans une sorte de mythomanie. Et comme c'est eux qui racontent leur vie, c'est difficilement vérifiable. Chacun a basculé et est devenu l'otage d'un destin qu'il ne maîtrise plus. J'ai voulu mêler le rythme de l'oralité à la littérature classique. Je crois que c'est une œuvre insolente sur la douleur de l'individu, y compris par le style.»

De douleur et de déchéance, Alain Mabanckou ne semble nullement connaître. Il est très fier de l'épithète francophone : «Je viens d'un univers multiple, il y a de l'opportunité dans la francophonie.» Il est très heureux d'enseigner au fin fond des États-Unis : «C'est palpitant, les jeunes Américains ont soif de connaissances et sont fascinés par le fait que le français se parle ailleurs qu'en France.» Et la perspective d'une tournée des bars de Québec en cette moche soirée de printemps frisquet l'enchantent. Le lendemain matin, il ratéra son avion, et sera bien content de profiter un peu plus du Salon du livre...

FRANCE-ISABELLE LANGLOIS

De retour au Québec, Alain Mabanckou prendra part à la table ronde *Quelle place pour la poésie de langue française?*, le samedi 3 juin, à 14h30, sous le chapiteau de la place Gérard-Godin (métro Mont-Royal).

## Trois livres pour votre île déserte

En soi ce n'est pas bien important, mais cela dure tout de même depuis vingt ans! Mais bon, j'ai pensé vous parler un peu du salon littéraire qu'on tient avec quelques copines. Sept ou huit fois par an, on se retrouve pour un souper chez l'une ou l'autre, on apporte quelque chose à manger et on passe la soirée à échanger sur ce qu'on a lu de délicieux. Il n'y a ni lecture obligatoire ni devoir d'aucune sorte. Que le plaisir de partager son amour des livres (romans, biographies, essais, policiers, poésie, BD, etc.) et de découvrir ses amies à travers leurs voyages littéraires. (En passant, nous sommes huit et habitons quatre villes différentes...)

Parfois, je l'avoue, on lance une invitation informelle à un auteur qu'on admire. Lui ou elle accepte de nous raconter ses lectures et se gave de nos commentaires sur ses livres. Je vous dis ça simplement pour vous inviter à en faire autant. Des soirées d'enchantement et de discussions qui aggravent, c'est sûr, la dépendance littéraire.

Lors de notre dernier salon, j'ai raconté mon emballage face au récent ouvrage de Lise Bissonnette, *La Flouve* (Hurtubise HMH). Une œuvre inclassable coiffée d'un titre bizarre, où l'histoire, l'architecture et la littérature font si bon ménage. J'y ai trouvé une manière inspirante de raconter la vie d'une maison que rien ne destinait à la postérité, le modeste écrivain culturel où elle fut érigée, son prolongement dans le temps et l'espace, ces âmes qui l'ont habitée, celles plus récentes qui y ont cherché refuge. Je ne veux pas trop vous en dire, mais la recherche dans les archives est livrée avec une véritable intelligence et une plume magnifique.

Et pour moi, la joute oratoire - le dernier chapitre, assez risqué et bien réussi - entre Banville et Balzac, reste inoubliable. Les deux coqs littéraires s'étirent le cou des rayons de la bibliothèque du médecin et argumentent toute une nuit sur la nature du rapport entre le bon docteur et Céline, cette patiente qui sent la flouve, ce foin d'odeur, la presque lavande. Simplement pour la description de la tenue de Céline, ça mérite une lecture à voix haute!

Et puis, en prime (!), je vous offre deux découvertes récentes dont mes copines n'ont pas encore entendu parler. Aux éditions Les 400 Coups, deux albums de la même formidable illustratrice, Janice Nadeau. Le premier, *Nul poisson où aller*, une histoire d'enfance et de son pot de rêves, racontée délicatement par Marie-Françoise Hébert. Paru en 2003, il s'est mérité le prix du gouverneur général. Le second, *La Vie bercée* (2006), écrit par Hélène Dorion, mériterait aussi un grand prix. Après l'avoir lu, je suis retournée acheter deux exemplaires supplémentaires à offrir.

Dans les deux ouvrages aux titres si jolis, la portée des mots est déployée, magnifiée par des dessins à l'aquarelle d'une rare puissance. Les cadrages, les collages, le montage du texte dans la page, tout concourt à dramatiser les récits qui s'apparentent à de petits contes philosophiques. Ces beaux albums sont peu coûteux pour ce qu'ils offrent de raffinement et de présence vibrante (moins de 20 \$).

*Nul poisson où aller* parle de l'enfance lorsque la guerre débarque dans la cuisine avec ses bottes boueuses. Il faut fuir, mais quoi apporter? Peut-on abandonner un poisson rouge qui sait tout de nos rêves? Sûr que non. Le ton de la narration est si doux qu'il tire les larmes par sa retenue.

*La Vie bercée* parle aussi de l'enfance, de ce pays qui nous fabrique et qui palpite sans fin dans notre mémoire d'adulte. L'enfance, sa solitude, ses attachements, ses déracinements, ses interrogations inassouvies. L'enfance qui nous apprend l'amour et la peur. Et aussi, des fois, le plaisir des livres.

L'auteure est journaliste indépendante, auteure-conseil en cinéma documentaire et cofondatrice du magazine *La vie en rose*. Elle anime régulièrement des débats publics.



Ariane Émond

LES JOURNÉES ALTERNATIVES / 25-27 AOÛT 2006

CONSTRUIRE DES ALTERNATIVES...

Des alternatives politiques, écologiques, citoyennes et pacifistes!

CONFÉRENCES, ATELIERS, ACTIVITÉS ET ÉVÉNEMENTS CULTURELS

INFORMATION / INSCRIPTION : 514.982.6606 POSTE 2240

Alternatives international